

PROGRAMMATION

ATELIER D'EXPERTS ÉLECTORAUX
« DES ÉLECTIONS SÉCURISÉES, APAISÉES ET INCLUSIVES »
15-16 JUIN

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE 2022
17 JUIN

DAKAR, SÉNÉGAL

Mardi 14 juin

Journée Arrivée des participants

Mercredi 15 juin : Atelier d'experts électoraux - jour 1

9 h Accueil des participants

9 h 30 Cérémonie d'ouverture

Tanor Thiendella Sidy FALL

Directeur général des Élections du Sénégal et Président du RECEF

Antoine MICHON (par vidéo)

*Directeur des affaires politiques et de la gouvernance démocratique
Organisation internationale de la Francophonie*

Antoine Félix DIOME

Ministre de l'Intérieur du Sénégal

10 h 30 Photographie de famille

10 h 45 Pause-santé

11 h Conférence introductive aux ateliers d'experts électoraux

Catherine LAGACÉ

Secrétaire générale d'Élections Québec

Secrétaire générale du RECEF

Mercredi 15 juin: Atelier d'experts électoraux - jour 1 (suite)

11 h 15 Atelier 1 : Les processus électoraux en période de conflits armés

Les conflits géopolitiques sont nombreux dans les différents pays de la Francophonie. Qu'ils soient locaux, nationaux ou régionaux, les conflits armés soulèvent des enjeux importants sur la gestion des élections. L'instabilité qu'ils génèrent complexifie par exemple la confection des listes électorales en considérant les personnes réfugiées, déplacées ou décédées. De plus, un climat d'insécurité lors du déploiement de la logistique électorale et lors des opérations de vote peut mettre en péril le bon déroulement du scrutin, la sécurité des parties prenantes de l'élection et, à terme, la légitimité même des élections.

Les organismes de gestion des élections doivent administrer les scrutins en tenant compte des enjeux associés à un conflit sur leur territoire. Le concours des opérations de maintien de la paix, des forces armées et de la police demeure central pour assurer la tenue d'élections apaisées.

Objectifs

- Circonscrire les répercussions et les enjeux des conflits armés sur les processus électoraux.
- Identifier les bonnes pratiques à adopter par les organismes de gestion des élections à l'aide d'études de cas nationaux.

Modérateur

Tanor Thiendella Sidy FALL
Directeur général des élections du Sénégal
Président du RECEF

Les principales conditions pour tenir des élections de sortie de crise ou en situation de conflit armé

Emna ZGHONDA
Spécialiste de programme en processus électoraux à IDEA International – région Afrique et Asie de l'Ouest

Le rôle des forces de l'ordre dans la sécurisation des élections

Boubacar SALEY
Contrôleur général de police
Attaché de sécurité intérieure du Niger à Paris - FRANCOPOL

13 h Déjeuner offert par le RECEF

Mercredi 15 juin: Atelier d'experts électoraux - jour 1 (suite)

15 h Atelier 2 : Le retour à l'ordre constitutionnel après une rupture de la démocratie

Mali, Tchad, Haïti, Guinée et Burkina Faso; plusieurs États de la Francophonie ont connu des événements qui les ont conduits à rompre avec l'ordre constitutionnel et la démocratie. Les causes associées à ces situations sont différentes et les chemins vers le retour à la démocratie emprunteront également des sentiers différents.

L'insécurité terroriste régionale et la perte de confiance envers les élus et les institutions démocratiques peuvent être évoquées pour contextualiser la situation politique complexe de ces pays. La sécurité des élections et la confiance des parties prenantes envers les processus électoraux sont essentielles pour le rétablissement de la démocratie. Les défis à relever seront nombreux pour les organismes de gestion des élections de ces pays francophones, ainsi que pour les organisations internationales qui seront en appui à l'organisation de ces importants scrutins.

Objectifs

- Identifier les principaux facteurs pouvant favoriser la sécurité des élections ainsi que la confiance des parties prenantes dans des élections de sortie de crise.
- Réfléchir à la préparation et aux gestes à poser par les organismes de gestion des élections pour des élections apaisées et inclusives.

Modératrice

Annonciate NIYONKURU

Vice-présidente de la Commission électorale nationale indépendante du Burundi

Administratrice du RECEF

Coup d'État et démocratie : les défis à relever en Afrique de l'Ouest

Francis OKE

Division Assistance électorale de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest

Les cycles électoraux à l'épreuve de la désillusion démocratique et de l'exaspération sécuritaire

Niagalé BAGAYOKO

Présidente du African Security Sector Network (ASSN)

Les défis de la CENI du Burkina Faso pour le retour à l'ordre constitutionnel

Élysé OUEDRAOGO

Président de la Commission électorale indépendante du Burkina Faso

17 h Fin des ateliers

19 h Dîner offert par la Direction générale des élections (DGE)

Jeudi 16 juin: Atelier d'experts électoraux - jour 2

8 h 45 Accueil des participants

9 h Atelier 3 : Les élections, une source potentielle de conflits sociopolitiques

Les processus électoraux eux-mêmes peuvent devenir sources de tensions et de conflits sociaux et armés. Dans l'ensemble du cycle électoral, de la confection des listes électorales à la proclamation des résultats électoraux, plusieurs étapes sensibles peuvent en effet culminer vers des rivalités entre différentes familles politiques ou groupes de la société civile.

Dans ce contexte, il est important de bien identifier les risques potentiels pouvant mener à une instabilité politique durant la période électorale et des responsabilités des OGE pour gérer la fébrilité électorale afin d'éviter qu'elle ne devienne une source d'instabilité.

Objectifs

- Identifier les principales sources de conflits sociopolitiques potentielles dans le cycle électoral.
- Réfléchir aux impacts des actions des différents acteurs politiques et des responsabilités de l'organisme de gestion des élections afin de conserver un climat électoral apaisé.

Modératrice

Catherine LAGACÉ

Secrétaire générale d'Élections Québec

Secrétaire générale du RECEF

Prévention et gestion des conflits et des violences potentielles : le cas de Madagascar

Eva PALMANS

Directrice des programmes au Centre européen d'appui électoral (ECES)

Tensions politiques et prévention des conflits électoraux : le cas de l'élection présidentielle 2019 et des élections territoriales de 2022 au Sénégal

Biram SENE

Magistrat et Directeur de la formation et de la Communication / Direction générale des élections du Sénégal

Les défis de la CENI pour apaiser les tensions sociales et politiques lors d'élections : le cas du Burundi

Annonciate NIYONKURU

Vice-présidente de la Commission électorale nationale indépendante du Burundi

Administratrice du RECEF

10 h 45 Pause-santé

Jeudi 16 juin: Atelier d'experts électoraux - jour 2 (suite)

11 h **Atelier 4 : La violence électorale spécifique au genre : comment la prévenir et le rôle des OGE**



La violence électorale est vécue différemment par les hommes et par les femmes. Qu'elles soient candidates, électrices ou agentes électorales, les femmes sont davantage visées par des discriminations et des violences propres à leur identité de femme. Du fait de leur classe sociale ou économique, de leur ethnie, de leur religion, de leur éducation, les femmes peuvent cumuler une variété et une série d'oppressions. Que ce soit la violence physique, psychologique ou sexuelle, les actes prennent différentes formes et représentent des obstacles importants à la capacité des femmes à réaliser leurs pleins droits démocratiques et électoraux.

Par ailleurs, l'avènement des médias sociaux a eu pour conséquence l'apparition d'une nouvelle forme de violence qui affecte les femmes de manière disproportionnée et d'une ampleur inestimée : la violence numérique envers les femmes, dans le contexte politique et électoral, tout particulièrement envers les candidates et les élues. Ceci a pour effet de multiplier les cas de violence et de brouiller davantage les limites entre la sphère publique et privée. Les agresseurs, souvent anonymes, peuvent facilement se cacher derrière leur écran et agir impunément.

Cet atelier abordera l'enjeu de la violence électorale spécifique au genre, en explorant les composantes qui y sont associées, dont les types de violence, sur le terrain ou numérique, et les solutions pour y faire face et la prévenir. L'atelier abordera aussi les rôles et les responsabilités des OGE, que ce soit par la sensibilisation et l'éducation, la formation, le développement de partenariats dans la prévention de ces situations, en vue de processus démocratiques équitables et sécuritaires.

Objectifs

- Identifier enjeux de la violence électorale spécifique au genre et repérer les sources potentielles.
- Réfléchir aux rôles et responsabilités des OGE et aux actions à poser pour des élections inclusives.

Modératrice

Madjiguène DIAGNE

Professeur de Droit Public et membre à la Commission électorale nationale autonome du Sénégal

Allocution introductive sur la violence électorale spécifique au genre

Oulimata SARR

Directrice régionale d'ONU-Femmes en Afrique de l'Ouest

La violence spécifique au genre lors des élections

Néné Marieme KANE

Députée département de Kanel et Représentante de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie

Les solutions et les outils pour prévenir et contrer la violence électorale spécifique au genre

Marie-Josée Kandanga, *Conseillère « Femmes, paix et sécurité » à ONU-Femmes Afrique de l'Ouest*

13 h Déjeuner offert par le RECEF

Jeudi 16 juin: Atelier d'experts électoraux - jour 2 (suite)

15 h Atelier 5 : La sécurisation des processus électoraux dans la Francophonie

Lors de conflits armés ou lors de tensions électorales, il existe plusieurs méthodes pour prévenir et réduire les tensions afin de permettre des élections sécurisées et apaisées. Bien communiquer avec les parties prenantes, établir un code de bonne conduite et être transparent dans la gestion des opérations électorales peuvent prévenir les malentendus politiques et prévenir les tensions sociales. Lors d'une situation critique, le recours à des partenaires neutres et de confiance pour rapprocher les acteurs, négocier une sortie de crise et permettre la continuité du processus électoral peut être une bonne pratique à considérer.

Les organismes de gestion des élections, avec l'appui de certains acteurs nationaux et internationaux, peuvent travailler à prévenir les tensions et les débordements de violence. Cet atelier propose des exemples de bonnes pratiques, où des acteurs internationaux, nationaux ou locaux ont joué un rôle dans la prévention de crise politique et dans l'apaisement des tensions par la médiation, la communication et la transparence.

Objectifs

- Identifier les bonnes pratiques permettant de tenir des élections dans un contexte de conflit armé.
- Échanger sur l'opportunité pour l'organisme de gestion des élections de recourir à des partenaires externes afin de prévenir ou de dénouer des tensions sociales durant la période électorale.

Modérateur

Nicolas Luc Aurélien Assogba

Membre du Conseil électoral de la Commission électorale nationale autonome du Bénin Nicolas Luc

Administrateur du RECEF

La diplomatie internationale et la médiation : le rôle de l'Organisation internationale de la Francophonie dans la prévention et dans l'apaisement des tensions électorales

Cyrille ZOGO ONDO

*Spécialiste de programme à la Direction des affaires politiques et de la gouvernance démocratique
Organisation internationale de la Francophonie*

16 h 45 Allocution de clôture du Président du RECEF

17 h Fin des ateliers du séminaire électoral

19 h Dîner offert par la Commission électorale nationale autonome du Sénégal

Vendredi 17 juin: 10^e Assemblée générale du RECEF

- 9 h 15 Test PCR de COVID-19 pour les voyageurs internationaux (à l'hôtel)
- 9 h 45 10^e Assemblée générale du RECEF**
- 10 h Discussion sur la vision d'avenir du RECEF**
- 12 h Fin des travaux
- 12 h 30 Départ de l'hôtel pour le Déjeuner et
- 13 h Déjeuner offert par le RECEF
- 15 h Visites du monument de la Renaissance**
- 18 h Retour à l'hôtel / Soirée libre / Départ des premières personnes vers l'aéroport

Samedi 18 juin

- Journée Départ des participants dans leur pays respectif